

20/04/2026

Nicole Gnesotto,
Vice-présidente de l'Institut Jacques
Delors

BLOG — POST

Leçons d'une révolution hongroise



Dans le climat catastrophique qui règne sur l'ensemble de la planète, la défaite du populiste Victor Orban en Hongrie sonne comme une délicieuse exception. La victoire de son opposant, Peter Magyar, est nette, magistrale (53% des voix), sans contestation possible. Réjouissons-nous et tentons d'en tirer quelques leçons :

- Pour la France d'abord : il faut admirer le réflexe de l'ensemble de l'opposition de gauche qui, tous partis confondus, décida de se retirer du combat électoral pour faire gagner le candidat le plus à même de l'emporter. Ce sacrifice leur vaut de ne plus être représentés du tout au Parlement hongrois (ils avaient 35 députés). La classe politique française ne pourrait-elle pas méditer cet exemple en vue de la prochaine présidentielle ?
- Pour le populisme européen ensuite : même si la victoire de Peter Magyar est une excellente nouvelle, il serait faux d'y voir la fin annoncée et irréversible des populismes en Europe. Ceux-ci se portent très bien dans plusieurs pays, dont la France, l'Allemagne, l'Italie, etc ... Les racines du vote anti-européen et extrême se trouvent en effet dans des conditions économiques qui appauvrissent relativement les classes moyennes, accroissent les inégalités sociales, et qui font du risque de paupérisation à venir un argument majeur qui les amène à sauter le pas vers le vote populiste.

L'exemple hongrois est néanmoins instructif sur l'itinéraire du populisme, qu'il s'agisse de l'Europe ou de l'Amérique du Sud : le populisme naît sur une victoire idéologique et il meurt sur un échec économique. Quand Victor Orban amorçe en effet sa conquête du pouvoir en 2009, la Hongrie souffre terriblement de la crise commencée aux Etats-Unis un an avant : c'est le premier pays européen à recevoir un prêt de 20 milliards du FMI, assorti de conditions d'austérité drastique. Victor Orban gagnera les élections en 2010 sur deux slogans : non aux « diktats » de l'étranger et notamment de Bruxelles ; vive le nationalisme hongrois. Seize ans plus tard, l'économie hongroise est sinistrée, la corruption se révèle gigantesque, le népotisme règne, et finalement les Hongrois le renversent. Question : faudra-t-il attendre seize ans pour que les Américains se débarrassent de Trump ou d'un successeur Trumpiste ? Question bis : pourquoi les populistes sont-ils si bêtes ?

- Pour l'Ukraine : l'évènement est une bonne nouvelle à court terme, mais ne lève pas toutes les difficultés à venir. C'est ainsi que le prêt de 90 milliards d'euros promis par l'UE en février 2026 sera sans doute rapidement débloqué, bien que le nouveau premier ministre ait réaffirmé la non-participation de son pays à cet effort collectif. Toutefois, le nouveau maître de la Hongrie est hostile à l'entrée de l'Ukraine dans l'UE, et il a avec la Russie des dépendances énergétiques qui vont continuer de peser dans sa relation avec Moscou. Quant à Poutine, il a certes perdu un allié avec la défaite d'Orban, mais il peut compter sur Donald Trump pour continuer de saper les perspectives d'un règlement juste et durable du conflit en Ukraine.
- Pour les MAGA et autres trumpistes : la défaite d'Orban est aussi leur défaite. JD Vance, le vice-président américain, avait fait lui-même le voyage à Budapest cinq jours avant le vote pour soutenir son allié Orban : c'était un voyage de trop. Toutefois, ils peuvent encore compter sur leurs soutiens slovaques et tchèques ; ils peuvent surtout mettre l'accélérateur sur le soutien aux extrêmes droites britanniques, allemandes et françaises, ce qui n'est pas une bonne nouvelle.
- Pour l'UE : l'horizon démocratique s'éclaircit, trois ans après la défaite du PIS en Pologne, mais il faut reconnaître qu'elle n'a joué qu'un rôle marginal dans cette révolution. Le mérite n'en revient qu'au seul courage, ou à la seule exaspération des Hongrois. Les Etats membres brillèrent plutôt par leur pusillanimité : c'est en effet en 2018 que le Parlement européen demande au Conseil d'activer l'article 7 du Traité sur les manquements graves aux valeurs fondatrices de l'UE, de la part d'un Etat membre. En 2025 toutefois, le Conseil, après plusieurs réunions, n'avait toujours pas rendu ses conclusions ni constaté des « signes clairs » de violation de l'état de droit en Hongrie ... On se demande où il regardait... Ne s'en suivit donc, ni sanctions, ni suspensions des droits de vote, ni stigmatisation de la Hongrie. Le seul instrument utilisé par l'UE fut le gel de sommes effectivement dues au pays en vertu du Traité : soit environ 17 milliards d'euros. Mais la décision intervint très tard d'une part (dix ans après l'arrivée au pouvoir de Victor Orban) ; elle pénalisa surtout la population d'autre part, à cause notamment de la corruption du clan au pouvoir.

Pour la suite, si suite malheureuse il devait y avoir dans certains autres pays, on espère plus de courage et de détermination démocratique de la part des dirigeants de l'Union : n'oublions pas que les prochaines élections législatives ont lieu en Pologne à l'automne 2027, et les populistes du PIS sont déjà prêts pour le combat.